

Histoire immédiate et enjeux mémoriels : retour sur quelques questions méthodologiques

(Immediate history and memorial challenges:
A return to some methodological issues)

Itçaina, Xabier

CNRS-Centre Emile Durkheim. Institut d'Études Politiques de
Bordeaux. Domaine universitaire. 11, Allée Ausone.
F-33607 Pessac cedex
x.itçaina@sciencespobordeaux.fr

BIBLID [1136-6834 (2011), 37; 417-430]

Récep.: 25.06.2008
Accep.: 21.03.2011

À oaqsiq de la leçst qe d't n aqçicle ot blié oaqM. Gnyhenesche en 1997 rt qler oqblèmer éoirsé-mnlngipt er rnt leuér oaq l'Hirsniqe immédiase, ces aqçicle qeuiens rt qler cnndisinnr d't n dialngt e ensqe Hirsniqe, rncinlngie onlisipt e es anshqonlngie onlisipt e. A sisqe d'illt rçqçinn emoiqpt e, olt riet q çpauat x rt ql'hirsniqe dt Payr Barpt e nnqç dt çansle XX^e riècle r nnsçnnupt ér esdir ct sér. At final, l'aqçicle olaide en fauet qd't n dnt ble onrisinnemens éoirsé-mnlngipt e allians la dqçt et qaqçhi-uirsipt e de l'hirsnqen es l'ambisinn de « mndélirasinn mnderse » dt rncinlngt e esde l'anshqonlngt e.

Mnsr-Clér : Payr Barpt e nnqç. Hirsniqe. Mémniqe. Sncinlngie onlisipt e. Méshndlngie.

Lan hnnek Manex Gnyheneshek hirsnqen gaqçikideak alsçazen zist en aqçzn eoizsemnlngiknesaz 1997an ageçqçazi aqçikt lt bas dat ka ninaqçszas Hirsnqça, rnzinlngia onlisikna esa anshqonlngiaqçen aqçekn lnt çak dist gt azseçqçen hemen. Adibide enoiqçkn bezala, XX. mendekn loaqEt rkal Heqçjaz egj-nak izan diçen znnbeis ikeqçesa azseçqçen dist gt. Oqçqen bt çt, ikeqçesa jaqçqç biknisz basen alde jnkaszen dt gt hemen, zninsan jt nsa lisaizken hirsnqçalaqçen znqççszart n aqçxibirsikna esa rnzinlngn esa anshqonlngnen mndelizazin nahikeqça.

Gilsza-Hizak: loaqEt rkal Heqçja. Hirsnqça. Memnqça. Sncinlngia onlisikna. Mesndlngia.

En bare a t n aqççt ln ot blicadn en 1997 onqel Sq Gnyhenesche rnbqe lnr oqçblemar eoirse-mnlógicnr olanseadnr onqça hirsnqça qeçiense, re examinan lar cnndicinner oaqç t n diálngn ensqe la hirsnqça, la rncinlngia onlisica y la anshqonlngia onlisica. Cnmn ilt rçqçión emoiqçça, re analizan uaqçnr çqçabajnr rnbqe la hirsnqça del Pair Varcn Nnqçe dt çanse el rigln XX. Pnqçilsimn, el aqççt ln aqççt mensa a faunqde t n dnble onricinnamiensn eoirse-mnlógicn pt e cmbina el dqçnqde çasalngación del hirsnqçadnqy la ambición de "mndersa mndelización" del rnciólngn y del anshqoólngn.

Palabqçr Clauç: Pair Varcn Nnqçe. Hirsnqça. Memnqça. Sncinlngia onlisica. Mesndlngia.

Pour l'historien, il n'y a ni sujet tabou, ni archive taboue.
(Goyhenetche, 1997, p. 136)

La science politique occupe une position nodale, au croisement de plusieurs disciplines. Fille du droit public, elle entretient des relations étroites avec l'Histoire, qui donne leur profondeur aux faits politiques contemporains. A la sociologie et à l'économie, elle emprunte une attention particulière aux problématiques contemporaines et une aspiration commune à la modélisation. Cette ouverture disciplinaire permet au politiste d'avoir un regard aspirant à prendre en compte plusieurs dimensions d'un même objet. Il court le risque, du même coup, de n'être considéré, au mieux, que comme un amateur éclairé par les tenants des approches disciplinaires les plus orthodoxes. L'Histoire telle que la pratiquait Manex Goyhenetche, avec une minutie méthodologique et une soumission aux sources gagnerait à être fréquentée par bon nombre de politologues, et ce bien au-delà du cercle des études basques. Ces travaux ont ouvert la piste au rapprochement entre une Histoire du Pays Basque en quête de modélisation et une sociologie politique de l'action collective en mal de « chair » historique. Le dialogue pourrait se nouer autour de deux thèmes auxquels Manex Goyhenetche tenait tout particulièrement : la prise en compte systématique des données culturelles et socioéconomiques d'une part, en cherchant à se démarquer d'une histoire uniquement événementielle et factuelle, la déconstruction des mythes historiographiques d'autre part. Sur ce dernier plan, Manex Goyhenetche, à l'image de bon nombre d'historiens, s'est interrogé sur la pertinence, les ressources et les dangers d'une historiographie des faits contemporains ou récents. Or c'est précisément sur ces objets que le dialogue entre histoire et science politique est le plus à même d'être fécond. C'est en particulier dans un article aussi bref que riche en interrogations méthodologiques, publié dans *Oihenart* en 1997 (Goyhenetche, 1997), que Manex Goyhenetche s'interroge sur ce point. Je propose ici de revenir brièvement sur les questions de fond que posait l'historien dans cet article, et d'analyser quelques unes des réponses que des disciplines connexes à l'histoire, l'anthropologie et la sociologie politique en particulier, ont pu ou pourraient potentiellement fournir.

1. HISTOIRE ET MEMOIRE : LE CAS DE LA II GUERRE MONDIALE

Faut-il différencier histoire et mémoire ? Quel lien établir entre sources orales et documentaires ? Comment appliquer la critique diplomatique à l'histoire immédiate ? Telles sont les questions que soulève d'emblée M. Goyhenetche dans son article, en prenant ses exemples dans une période particulièrement troublée pour le Pays Basque nord, celle de l'occupation allemande. Celle-ci, il est vrai, a été longtemps occultée, voire « mise entre parenthèses » (Goyhenetche, 1997: 135) par les chercheurs. Goyhenetche, en pointant le vide historiographique entourant la période 1939-1945 en Pays Basque, propose des pistes méthodologiques pour remédier à cette lacune tout en soulignant que travailler

sur des évènements relativement récents soulève autant d'enjeux de mémoire. Sur certains sujets, la frontière est ténue entre le travail de l'historien et les usages politiques du passé. Usages politiques du passé, et ce bien que, sur le principe, comme le souligne Marie-Claire Lavabre, histoire et mémoire renvoient à deux opérations bien distinctes :

[...] la première est portée par un intérêt qui relève de la connaissance tandis que l'autre est motivée par la volonté politique ou le souci de l'identité et renvoie à l'exemple, aux 'leçons de l'histoire' ou à la thématique des origines (Lavabre, 1995: 41).

Le cas de la II Guerre mondiale est emblématique de cette tension, au Pays Basque comme ailleurs. Nul n'est besoin d'insister sur les enjeux politiques et sociaux que renferme la mémoire, en tant que « présent du passé » de ce conflit. On sait comment, y compris au sein du même camp, les interprétations ont pu diverger. À l'échelle française, Olivier Wieviorka repère (au moins) quatre discours (communiste, gaulliste, nationaliste, démocrate chrétienne) portés par la mémoire de la Résistance (Wieviorka, 1992). En Pays Basque Sud, la relecture de la guerre civile, après avoir été l'un des enjeux importants de la transition démocratique (Aguilar, 1998), continue de faire débat (Alonso Cavalles, 2003)¹. Côté français, bien des travaux ont porté sur l'Occupation, la Résistance ou les camps d'internement (Laharie, 1989). La livraison de la revue *Oihenart* auquel participe M. Goyhenetche en 1997 saisit, de même, à bras-le-corps l'étude de cette période en Pays Basque. Le recueil par Gisèle Lougarot des récits des passeurs de frontière est venu combler un vide historiographique (Lougarot, 2004). Le travail de Mixel Esteban a également mis en lumière la pluralité des regards portés sur la seconde guerre mondiale en Pays Basque (Esteban, 2007). Spécialiste incontournable des mobilisations politiques basques de cette période, Jean-Claude Larronde a abondamment traité du mouvement Euskalerriste et du journal *Aintzina* entre 1932 et 1937 (Larronde, 1994), puis de la renaissance du mouvement culturel basque sous l'Occupation (en particulier la nouvelle édition du journal *Aintzina* et la fédération *Euskaldun Gazteen Batasuna*) (Larronde, 1997) (Itçaina, 2011). La somme que l'historien américain J. E. Jacob a consacré à l'histoire du nationalisme basque côté français consacre également une partie conséquente de son ouvrage à cette période troublée (Jacob, 1994). Enfin, Piarres Xarriton (Xarriton, 1997) a bien souligné la complexité de l'attitude du clergé basque sous l'Occupation, et notamment la distinction – que repère entre les lignes M. Goyhenetche (1997, p. 136) – entre un évêque critique à l'égard du tournant collaborationniste du régime de Vichy, et une fraction de son clergé beaucoup plus engagée en ce sens (Itçaina, 2007, 2011).

1. Un débat mémoriel réactivé depuis la Loi espagnole sur la mémoire historique de 2007 et les controverses mémorielles autour des excavations des victimes de la guerre civile.

À défaut de pouvoir trancher sur ce débat mémoriel, les sciences humaines peuvent, au moins, en pointer la complexité. Celle-ci passe d'emblée par un recadrage chronologique, propre à la méthode historique. De la même façon que les origines de Vichy doivent être resituées en grande partie dans les crises de la III^e République (Noiriel, 1999), on ne saurait comprendre les formes, contenues et censurées, de mobilisation culturelle basque sous l'Occupation en faisant l'économie de la genèse et de l'entrée en crise des idéologies nationalistes, régionalistes et catholiques durant les années 1930. Les guerres, à partir de 1936, ne font qu'exacerber des polarités déjà en place. Dans ce contexte, il est particulièrement délicat d'évaluer avec justesse la portée réelle d'une affirmation identitaire organisée, ou de la replacer dans la gamme d'intensité des engagements politiques. Albert O. Hirschman (Hirschman, 1983) donne l'exemple de la France de Vichy pour illustrer sa théorie de l'action collective : de la simple blague contre l'occupant jusqu'au maquisard à plein temps, chacun choisit le degré de l'échelle qui correspondait le plus à ses convictions. Durant la guerre, les acteurs de la mobilisation identitaire basque se trouvent de même écartelés entre un régionalisme français compromis avec le régime de Vichy, et le nationalisme basque du sud, dont les combattants participent par ailleurs activement à la libération de la France (Jiménez de Aberasturi Corta, 1997). La marginalisation de ces derniers se retrouvera renforcée lorsque l'hypothèse d'une poursuite des combats vers l'Espagne sera écartée par les Alliés, anticipant ainsi sur la légitimité internationale que le régime franquiste gagnerait dans les années 1950 face au nouvel ennemi communiste.

L'histoire événementielle est insuffisante pour saisir pleinement ce qui se joue, notamment dans les controverses internes aux catholiques basques du nord. Sur le plan méthodologique, l'histoire des idées et un minimum de sociologie religieuse sont indispensables pour saisir les tenants d'une crise majeure. L'accélération des événements en temps de guerre rend difficile le maintien de régimes de justification stabilisés. La référence catholique, en particulier, se voit utilisée pour légitimer des attitudes politiques parfois fort éloignées. Obéir ou se rebeller ? Au sud, J. A. Aguirre avait rappelé l'attachement des évêques espagnols au légalisme en 1931 (ce ne serait plus le cas, à deux exceptions près, en 1937). À deux Basques du Sud venus le consulter en 1936 pour savoir quel camp ils devaient choisir, l'abbé Lafitte² justifie le soutien à la légalité républicaine en citant les *Principes catholiques d'action civique* : « Les citoyens catholiques doivent accepter sans arrière-pensée, avec cette loyauté parfaite qui convient aux chrétiens, le pouvoir civil dans la forme où, de fait, il existe » (Lallement, 1935: 22). Pendant l'Occupation en revanche, la même justification est utilisée par les rédacteurs d'*Eskualduna* pour justifier l'adhésion maréchaliste: «Les Livres Saints nous le disent : celui qui obéit l'emporte toujours. C'est la

2. À partir d'un enregistrement d'un entretien entre Pierre Lafitte et Michel Labéguerie en 1976 (archives privées).

leçon des événements : celui qui ne sait pas obéir a toujours tort.»³ A l'inverse, le devoir de révolte contre un pouvoir illégitime - un principe tout aussi évangélique - est utilisé par les moines de Belloc ou par les jeunes engagés auprès de la Résistance. La crise des années 1930-1940 a mis en confrontation les différentes interprétations du catholicisme et de l'identité basque (intransigeantisme carliste et pétainiste des rédacteurs d'*Eskualduna*, intégralisme⁴ démocrate-chrétien d'Aguirre ou de Lafitte, intégrisme d'Arana). Dans leur diversité, les traductions politiques de l'identité basque maintiennent en commun une conception catholique organiciste d'une société de corps, opposée au socialisme athée et à l'individualisme libéral (Mayeur, 1972: 492). Mais les guerres ont surtout mis en évidence la pluralité des interprétations et la difficulté de leur alignement sur des clivages devenus binaires.

Au-delà des querelles, cruciales à bien des égards, de principes et d'idéologies, la quotidienneté des guerres reste encore largement à creuser. Sur ce plan, sans doute l'une des entreprises de dévoilement historique la plus achevée sur cette période nous vient-elle non pas des historiens ni des sociologues, mais bien d'une anthropologue. Connue pour sa monographie de référence sur le village souletin de Sainte-Engrâce (Ott, 1993), Sandra Ott revisite dans les années 2000 son terrain souletin, cette fois étendu à l'ensemble de la province, pour aborder de front la question de la mémoire des deux guerres mondiales dans cette province (Ott, 2008). Ce faisant, l'anthropologue livre là une œuvre majeure, qui semble répondre implicitement à la critique adressée à l'approche holiste et fonctionnaliste appliquée à Sainte-Engrâce. Dans sa monographie du village haut-souletin, S. Ott analysait tour à tour les systèmes rituels et les mécanismes de gestion collective de la transhumance. L'étude démontrait ainsi, de façon magistrale, que la société locale fonctionne essentiellement autour de deux principes d'échange : le remplacement sériel et la circularité. On a pu adresser à cette recherche les critiques classiques envers ce type d'approche (Zulaika, 1996: 153): le conflit est évacué, les approches interactionnistes de l'identité sont minimisées au profit d'une approche totalisante de la culture, le format monographique porte en soi un risque de cristallisation⁵ de l'unité sociale considérée. Reste que l'analyse en profondeur de cette micro-société est très utile, voire même essentielle, pour saisir les formes de la norme coutumière de la réciprocité auxquelles font référence les futurs acteurs de l'économie identitaire basque. Dans sa livraison de 2008, S. Ott répond implicitement à ces critiques en réintroduisant le temps historique *aux côtés* du temps cyclique, et en en faisant le cœur de son analyse. L'ouvrage revient sur la façon dont les mobilisations militaires de 1914-1918, les désertions massives vers l'Amérique, les changements majeurs de l'entre-deux-guerres (crise économique et montées des fascismes), l'afflux de réfugiés de la guerre civile espagnole, le régime de Vichy et

3. S. A. : "Obeditzen ez jakin.", *Eskualduna*, 4 juin 1943, nous traduisons.

4. Sur la distinction entre catholicisme intransigeant et intégral : (Donegani, 1993; p. 173).

5. « riesgo de rigidificación » (Zulaika, 1996: 153).

l'occupation allemande ont été vécus en Soule. Outre une restitution minutieuse des faits – notamment concernant les maquis souletins –, l'anthropologue greffe à l'historien une approche fine de l'impact du conflit et de la guerre sur des structures communautaires alors en pleine vigueur. La guerre et l'occupation affectent l'auto-perception des Souletins, et redéfinissent les limites (*boundaries*) de la communauté sociale et morale. Au final, S. Ott montre comment, par l'activation de codes culturels, les communautés villageoises souletines parviennent à la Libération à surmonter les divisions de la guerre et à réinstaurer des modalités acceptables du vivre-ensemble. Le recours à des sanctions coutumières symboliques, comme les pratiques charivariques, sont alors détournées vers la sanction morale à l'encontre de personnes accusées de collaboration sexuelle, ce qui certes constitue une violence symbolique majeure, mais permet d'éviter des débordements plus violents observés ailleurs (Ott, 2006, 2008). De même, dans tel village haut-souletin, l'ordre de rotation coutumier entre les maisons normalement usité pour les cycles religieux et agraires, est-il réactivé à l'occasion des réquisitions exigées par l'occupant, et ce afin d'instaurer une règle égalitaire et neutraliser les conflits potentiels entre maisons. Les codes locaux de ce qui est licite et légitime (*zūzenbide*) composent alors, explique S. Ott, avec la légalité en vigueur (*legetarzūn*). Enfin, S. Ott étend son analyse bien au-delà de la seule période troublée de la Libération. Elle analyse en effet, en tant qu'entreprise de mémoire, la pastorale que le village de Chéraute consacre en 2001 aux maquis souletins (Ott, 2005, 2008). Les débats réactivés à cette occasion, parfaitement restitués, soulignent bien comment, plus d'un demi-siècle après les faits, les enjeux de la « mémoire réfractée » (Baruch, 1996: 102) de la guerre restent alors vivaces⁶.

Sur le plan méthodologique, ce travail est exemplaire à plus d'un titre. Il allie les méthodes des historiens : recours aux sources archivistiques, dont certaines particulièrement difficiles d'accès (archives départementales et série W en particulier, archives de l'Armée secrète et du Corps Franc Pommiès, mémoires manuscrits), dépouillement de la presse locale, bibliographie extensive. Mais s'y greffe la méthode de l'anthropologue : plus de 70 entretiens menés depuis 1976, observation directe d'une « mémoire au travail », sensibilité particulière aux dispositifs coutumiers de régulation et de résolution des conflits⁷. Ott parvient ainsi à allier l'histoire événementielle et l'étude des transformations des structures coutumières et sociales en milieu rural et dans les petites villes souletines. Le choix d'une enquête approfondie dans quatre localités permet à l'auteur de souligner le pluralisme des « mémoires divisées » souletines, qui ne s'écrivent pas de la même façon dans une communauté pastorale frontalière que

6. Le débat est du même ordre lorsque le conseil d'administration du collège Léon Bérard de Saint-Palais s'interroge en 2002 sur l'opportunité du maintien du nom de l'ambassadeur de Vichy auprès du Vatican (*Le Monde*, 9 juin 2002).

7. Cette double méthode est particulièrement stimulante pour l'étude diachronique des fêtes et des usages coutumiers portés par les sociétés de jeunesse (Itçaina, 2009).

dans une ville de la plaine. Sur ce dernier plan, l'apport de ce travail à l'histoire sociale des conflits du travail dans les milieux de la petite industrie mauléonnaise est particulièrement riche. On tient là, au final, une entreprise stimulante d'écriture à la fois historique, sociologique et anthropologique, qui aspire à restituer la complexité d'une période troublée sur un territoire fortement structuré par des liens communautaires et identitaires forts, mais socialement hétérogène. Nul doute que M. Goyhenetche en aurait fait une recension solide revenant sur la question du croisement des méthodes.

Une telle entreprise mériterait d'être prolongée hors de Soule. Dans tel village du Labourd intérieur, on retrouve un recours similaire à la sanction coutumière du charivari nocturne (*toberak*) contre un jeune homme ayant eu des relations avec la fiancée d'un prisonnier détenu en Allemagne. Le même village connaîtra à la Libération, comme ailleurs en France, l'exécution d'une sentence particulièrement violente et bien distincte de la sanction coutumière : la tonsure, appliquée ici à trois sœurs accusée d'avoir eu des relations avec l'occupant. Dans le même village, il faudrait là aussi allier méthodes historiographiques et anthropologiques pour comprendre la situation schizophrénique générée par l'arrivée d'une soixantaine de réfugiés de la guerre civile du Sud, pour la plupart originaires d'Ondarroa. Catholiques fervents, ceux-ci assistent tous les dimanches à la messe, où le curé du village, dans la lignée des conservateurs basques, exhorte ses paroissiens à prier pour la victoire des troupes franquistes. Les mêmes réfugiés organisent sous l'Occupation un groupe de danse avec les jeunes gens du village, qui s'initient alors à des cycles de danse biscayens bien distincts du répertoire local lié à la Fête-Dieu, aux carnivals et aux *tobera mustrak*. Les contradictions politico-religieuses affleurent alors au quotidien. L'un des *ikurriña* du groupe finira brûlé sur la place, l'autre disparaîtra après la guerre. Les réfugiés sont très bien intégrés auprès de certains villageois – quelques mariages auront même lieu - et ostracisés par d'autres. Le même village, frontalier, déploie une activité importante de passage, reconvertissant un savoir-faire éprouvé en matière de contrebande. Pour saisir finement la quotidienneté du conflit, les contradictions sociales et politiques, l'articulation des méthodologies est indispensable. Peut-être le chercheur autochtone n'est-il pas le mieux placé pour saisir la parole des témoins de cette époque. Il peut cependant s'y essayer, avec force précautions, et surtout confronter les bribes de mémoire orale aux sources archivistiques disponibles pour cette période⁸. Ici encore, la complémentarité des sources prônée par M. Goyhenetche doit être de mise :

Utilisons la mémoire orale, avec ses risques et ses limites, mais aussi son intérêt, pour l'enrichir, la compléter, la corriger au besoin par l'enquête documentaire archivistique. Les organes de presse de la période d'occupation allemande ou de la Libé-

8. Sur ce plan, l'entreprise de recueil de la mémoire orale menée depuis plusieurs années déjà par l'Institut culturel basque – *Euskal kultur erakundea* en Basse-Navarre et en Labourd, est en train de générer une archive collective extrêmement précieuse. On signalera également la haute valeur documentaire des archives des émissions « *Gure arbasoak* » et « *Gure bazterrak* » sur *Euskal irratia*k.

ration peuvent apporter un éclairage particulier sur les faits rapportés par la mémoire orale. Dans ce cas, histoire et mémoire se différencient et se complètent (Goyhenetche, 1997: 135).

2. LE TEMPS DE L'HISTORIEN, LE TEMPS DU SOCIOLOGUE

Déjà délicate pour la Seconde Guerre mondiale, la tâche se complexifie singulièrement pour les périodes suivantes. Qu'un spécialiste de l'Histoire moderne et contemporaine prenne ses précautions au moment d'aborder le milieu du XX^e siècle, cela se conçoit aisément. Mais que dire du sociologue du politique qui observe des faits sociaux quasiment en temps réel ou dont la genèse est encore plus proche que « l'Histoire immédiate » de 1939-1945 dont parle M. Goyhenetche ? Du même coup, la difficulté ne provient pas tant de la rareté des sources disponibles, mais bien de leur abondance. Si l'on travaille par exemple sur des mobilisations territoriales en matière économique, entretiens avec les fondateurs et les acteurs des mouvements et des organisations, revues de presse généraliste et spécialisée, archives des organisations, etc. constituent autant de sources primaires extrêmement prolifiques. Les sources secondaires proviennent quant à elle des très nombreux travaux en sciences sociales, des anthropologues aux économistes hétérodoxes, sur les mobilisations identitaires, mais également - la dimension comparative étant salutaire ici - des recherches sur le syndicalisme agricole, l'économie sociale, le mouvement coopératif international, etc. Tout ceci convoque au final un matériau considérable, constitué d'éléments à statuts divers qu'il s'agit de hiérarchiser et d'ordonner. La crainte de l'historien face à une telle abondance et surtout face à la contemporanéité des faits sociaux observés, provient du risque de manque de distanciation vis-à-vis de l'objet. Le social observé, en quelque sorte, n'a pas eu le temps de refroidir. Risque d'autant plus tangible si la proximité de l'observateur à son terrain est réelle. L'abondance des sources et la connaissance fine du terrain autorisent au contraire, objectera-t-on, une démarche beaucoup plus compréhensive aspirant à saisir l'ensemble de la surface sociale des phénomènes observés. Le recours à la technique de l'entretien semi-directif permet de saisir en profondeur le sens visé par l'action et de fonder ainsi une véritable analyse compréhensive, au sens weberien du terme. Ironie du sort, pour certains politistes, à l'inverse, le récit des origines de ce type de mobilisations (en particulier le mouvement coopératif, le syndicalisme agricole) appartient déjà à l'Histoire (les années 1970-1980). Or, si les discours fortement ancrés en valeur des années 1970 peuvent effectivement sembler datés trente ou quarante ans plus tard, reste que seule leur analyse serrée permet de saisir au mieux les fondements des mobilisations contemporaines (Itçaina, 2010). A chacun, donc, de se nourrir des critiques et des temporalités des uns et des autres afin de fonder sa propre élaboration méthodologique et théorique.

Mais c'est surtout la sensibilité toujours vive de certains sujets qui peut poser question au chercheur au moment où il aborde des événements et des fractures

encore vivaces dans les mémoires collectives. Ainsi, par exemple, si le tabou historiographique sur la guerre d'Algérie est en train d'être levé à l'échelle française, beaucoup de connaissances restent encore à produire en Pays Basque. Plusieurs chercheurs ont souligné « au passage » l'importance de la guerre d'Algérie comme choc biographique dans le tournant anticolonialiste de bon nombre de militants *abertzale*. Mais hormis le fait que cette relecture politisée du conflit est loin d'avoir été majoritaire chez les appelés basques, il manque encore une étude systématique plaçant le conflit algérien au cœur de l'analyse⁹. La recherche de X. Arbelbide (2003) ainsi que le travail d'Argitxu Camus-Etchecopar sur le journal de liaison des appelés basques d'Algérie sont exemplaires à cet égard (Camus-Etchecopar, 2006). La journée d'étude organisée par Eusko Ikaskuntza à Cambo le 21 juin 2003, dont les actes ont été publiés depuis (Arbelbide, et al., 2005), témoignent également d'une entreprise collective, courageuse à bien des égards, d'écriture de cette histoire. On était, à Cambo, au cœur du débat soulevé par M. Goyhenetche. Les débats, parfois vifs, avec la salle sur les violences commises en Algérie ont souligné l'extrême sensibilité, plus de 40 ans après les faits, de la question. Mémoire et histoire sont, ce jour-là, indissolublement confondues. Les historiens sont aussi les témoins, et les témoins se font historiens. La guerre d'Algérie a longtemps fait partie des angles morts de la recherche en histoire sur l'histoire du Pays Basque nord. De même peut-on noter le contraste entre la profusion de travaux, souvent très complets, sur l'histoire du mouvement *abertzale* en Pays basque nord, et le peu de travaux sur les autres mouvements politiques, par exemple conservateurs (depuis l'extrême-droite jusqu'à la démocratie chrétienne)¹⁰ ou républicains sous la IIIe République, alors qu'ils occupent une place centrale jusqu'à nos jours sur l'échiquier politique. Encore une fois, seule une alliance salutaire entre la rigueur archivistique de l'historien, la sensibilité aux normes culturelles de l'anthropologue et l'attention aux logiques sociales du sociologue permettraient d'avoir une appréhension la moins faussée possible de ces évolutions.

En l'espèce, l'une des solutions pour l'observateur des problématiques contemporaines ou d'évènements « non refroidis » est de recourir à des approches théoriques permettant, au-delà des faits, de restituer et de classer a minima les différentes représentations du monde qui s'expriment. Peut-être est-ce là que la sociologie politique et l'anthropologie différencieraient de la position

9. L'écrivain J. Sarrionandia y consacre un volet dans son dernier essai (Sarrionandia, 2010).

10. A l'exception de quelques travaux biographiques sur le député conservateur J. Ybarnégaray (Menou, 1972 ; Bilbao, 2011), le démocrate-chrétien Jean Errecart (Darretche, 1975) ou la figure de Mixel Labèguerie, à cheval entre *abertzalisme* et démocratie-chrétienne (Itzaina, 1999). Ces travaux se greffent sur des recherches déjà anciennes mais toujours fort utiles, de J. Micheu-Puyou, de P. Tauzia et de V. Wright sur la vie politique et électorale dans le département depuis 1848 jusqu'à la IV^e République. En revanche, il manque, à quelques exceptions près (comme les nombreux travaux sur A. Chaho ou les recherches de F.-B. Larçabal, P. Bidart, X. Arbelbide ou X. Altzibar), un travail de synthèse sur les gauches républicaines basques, des radicaux et opportunistes de la III^e République jusqu'aux socialismes basques contemporains.

ultra-empiriste défendue par certains historiens. Manex Goyhenetche lui-même soulignait sa réticence à l'égard de généralisations théoriques qui s'éloigneraient des sources :

[...] nik ez dut teoriarik nahi baduzu eta historiagilieak ez du teoriarik edo duen teoria bakarra da galderak, dokumentuei, artxiboetako dokumentuei, arran nahi baita hasierako gauzetara heldu naiz, paper zaharrek utzi dizkiguten gizon eta emazteen erreto horien ikertzea da bakarrik nire teoria, nahi baduzu...¹¹ (Goyhenetche, 2005: 347).

Or, il nous semble que les deux démarches sont loin d'être incompatibles. Travailler sur la sociologie historique du politique consiste en grande partie à modéliser la construction historique de l'Etat, des formes de citoyenneté et de socialisation politique. Certes, la science politique s'est tournée vers l'Histoire alors que certains de ses cadres d'analyse structuralistes et fonctionnalistes s'affaiblissaient, mais ce virage n'a pas induit un ultra-empirisme renonçant à un minimum de modélisation, mais dans des approches plus constructivistes et interactionnistes. On rejoindra volontiers sur ce plan Yves Déloye qui plaide en faveur d'une sociologie historique modeste, limitant ses prétentions explicatives, et se voulant plutôt interprétative, « se méfiant des perspectives macro-sociologiques pour privilégier l'analyse des fondements culturels, sociaux et stratégiques des situations étudiées » (Déloye, 1997: 26). Le politologue peut – et, sur certains sujets, *doit* – aller aux archives (Garrigou, 1989), mais il doit tout autant parvenir à intégrer les faits qui se déploient devant lui dans des cadres théoriques expliquant les modes de régulation à l'œuvre, les formes institutionnelles, les registres de déploiement et de résolution des conflits.

Cette attitude est particulièrement cruciale pour les travaux s'intéressant aux mobilisations dites « identitaires » à base territoriale. Une réflexion théorique minimale sur les conditions mêmes du recours à un terme aussi flou et ambivalent qu'« identité » nous semble indispensable pour saisir, par exemple, les processus de constitution des mythes historiographiques, qui ont beaucoup préoccupé M. Goyhenetche, en particulier dans sa thèse (Goyhenetche, 1993). En déconstruisant le long processus historique – bien antérieur à la fin du XIX^e siècle – de production d'une représentation mythique du Pays Basque, l'historien faisait du constructivisme social et institutionnel sans le dire. A rebours d'une représentation largement répandue, M. Goyhenetche a par exemple rappelé à maintes reprises que le Pays Basque nord regroupait jusqu'en 1790 non pas trois mais bel et bien cinq unités institutionnelles distinctes : les provinces de Labourd et de Soule, le royaume de Navarre, la ville de Bayonne, qui avait sa cou-

11. « Moi je n'ai pas de théorie, si vous voulez, et les historiens n'ont pas de théorie. Ou alors la seule théorie qu'ils aient, c'est d'interroger les documents, le document d'archives. C'est-à-dire que je reviens à la source, ma seule théorie consiste à analyser les vieux papiers que nous ont laissés ces hommes et ces femmes. » (extrait d'un entretien radiophonique sur *Euskal Irratiak*, 17 mars 2003).

tume propre, et la principauté de Bidache ou de Gramont. Autrement dit, c'est la complexité et l'éclatement qui caractérisaient la géographie institutionnelle d'un pays forcé de recourir à un déterminant culturel pour définir un espace identitaire commun :

De la « patrie », terre des ancêtres, chacun pouvait avoir une représentation mentale fortement teintée de localisme. Il suffit de lire les registres des délibérations des Etats de Navarre pour saisir l'importance significative que revêtaient encore dans la décennie précédant 1789 les questions de délimitation ou de péage entre la Navarre et le Labourd. Même au niveau du réseau routier, le Pays Basque n'existait pas. Il faut se rappeler aussi toute l'opposition acharnée des Souletins pour ne pas relever du Parlement de Navarre. Ce sont autant d'exemples qui nous renvoient l'image d'une réalité fragmentée, parcellisée, malgré les traits identitaires spécifiques. Le seul élément unificateur d'un espace basque, outre son identité ethnolinguistique, était assurée par le roi de France, qui était aussi celui de Navarre. Et l'évolution des structures sociopolitiques sous l'Ancien Régime alla dans le sens d'un renforcement du processus d'intégration au sein de la monarchie française (Goyhenetche, 1993: 141).

C'est bien sous la contrainte d'une réorganisation politico-administrative imposée par l'extérieur que commença à émerger l'idée d'une identité territoriale commune à teneur politique (Ibid.; p. 141). Les représentations des territoires basque, français, espagnol sont des représentations socialement construites sur le temps long. On aurait aimé voir confrontée la démonstration magistrale de Goyhenetche aux différentes théories du nationalisme. Relire le rôle des élites intellectuelles dans la production de l'historiographie basque depuis le XVI^e siècle au prisme de la théorie d'Ernest Gellner sur le rôle des lettrés dans la production de la nation serait en particulier tout à fait fructueux (Gellner, 1989). Réciproquement, insister sur les étapes des processus longs de production d'une mémoire collective, donc lire sérieusement les historiens, permettrait aux politistes d'aller au-delà des poncifs sur le caractère « imaginé » de la nation, au sens de Benedict Anderson (Anderson 1991) ou sur l'« invention de la tradition » de Terence Ranger et Eric Hobsbawm, trois auteurs souvent plus cités que lus. C'est au prix de cette alliance de la rigueur de l'historien et de la modélisation modeste du sociologue du politique que l'observation pourra déboucher sur quelque conclusion réellement compréhensive de l'action sociale d'hier et d'aujourd'hui et de la constitution des mémoires collectives, en terrain basque comme ailleurs.

RÉFÉRENCES

- AGUILAR, Paloma. « The memory of the civil war in the transition to democracy : the peculiarity of the Basque case », *West European Politics*, vol. 21, n°4. 1998; pp. 5-25.
- ALONSO CARVALLES, Jesús Javier. « Historia y memoria de un éxodo. La memoria colectiva de los niños vascos refugiados en Francia y en Bélgica, 1936-1940 ». *Lapurdum*, 8. 2003 ; pp. 19-23.

Itçaina, Xabier. Histoire immédiate et enjeux mémoriels : retour sur quelques questions...

ANDERSON, Benedict. *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*. London : Verso, 1991.

ARBELBIDE, Xipri. *Eskualdunak Aljerian*. Donostia : Elkar, 2003.

_____; et al. *Aljeriako gerla eta Euskal Herria (1954-1962). La guerre d'Algérie et le Pays Basque*. Donostia : Eusko Ikaskuntza, 2005.

BARUCH, Marc-Olivier. *Le régime de Vichy*. Paris: La Découverte, 1996.

BILBAO, Isabelle. *Jean Ybarnégaray* (mémoire master histoire contemporaine, UPPA). Bayonne : Elkar (à paraître, 2011).

CAMUS ETCHECOPAR, Argitxu. « Aljeriako gerla eta Euskal Herria », UEU-Kondaira 10 zk. 2006. http://www.kondaira.com/images/kondaira_pdf/2010%20Camus-Etcheocopar.pdf.

DARRETCHÉ, Bernart. *Jean Errecart*, Mémoire de recherche. Pessac : IEP de Bordeaux, 1975.

DELOYE, Yves. *Sociologie historique du politique*. Paris : La Découverte (coll. Repères), 1997.

DONEGANI, Jean-Marie, *La liberté de choisir : pluralisme religieux et pluralisme politique dans le catholicisme français contemporain*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993.

ESTEBAN, Mixel. *Regards sur la seconde guerre mondiale en Pays Basque*. Donostia, Baiona : Elkarlanean, 2007.

GARRIGOU, Alain. « Le politologue aux archives ». *Politix* (Les liaisons dangereuses. Histoire, sociologie, science politique), n°6. 1989 ; pp. 41-45.

GELLNER, Ernest. *Nations et nationalismes*. Paris : Payot, 1989.

GOYHENETCHE, Manex. « Manex Goyhenetche mintzo ». Dans : GOYHENETCHE, Manex ; et al. *Histoire générale du Pays Basque. Tome V : le XIX^e siècle : 1804-1914*. Baiona, Donostia : Elkar, 2005; pp. 341-353.

_____. « Mémoire et histoire immédiate : quelques remarques d'ordre épistémologique ». *Oihenart*, n° 14. 1997 ; pp. 133-145.

_____. *Les Basques et leur histoire, mythes et réalités*. Saint-Sébastien, Bayonne : Elkar, 1993.

HIRSCHMANN, Albert O. *Bonheur privé, action publique*. Paris : Fayard, 1983.

ITÇAINA, Xabier. « Les politisations plurielles de la société basque à la fin du XIX^e siècle ». Dans : GOYHENETCHE, M.; et al. *Histoire générale du Pays Basque, t. V : le XIX^e siècle : 1804-1914*. Baiona, Donostia : Elkarlanean, 2005; pp. 223-237.

_____. *Les virtuoses de l'identité. Religion et politique en Pays Basque*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2007.

- _____. "Ohidura dantzatuak eta Ipar Euskal Herriko gizartea : ikerlarien uzta". Dans: DUEÑAS, E. X. (ed.). *Jokoak, kirolak eta folklore-ikerketak. Juegos, Deportes e investigación folklórica, Jornadas Basauri 2008, Lankidetzan*, 51 zk. Donostia: Eusko Ikaskuntza, 2009; 323-338 orr.
- _____. « L'identité au travail. Mobilisations économiques et territoire en Pays Basque français ». Dans : MARTIN, D. C. (dir.). *Identités en jeux Pouvoirs, identifications, mobilisations*. Paris : Karthala, 2010; pp. 379-399.
- _____. « La fin des transactions. Les identités basques face aux guerres ». Dans: KOSCIELNIAK, Jean Pierre; SOULEAU, Philippe (dir.). *Vichy en Aquitaine, 1940-1944*. Paris: Editions de l'Atelier, 2011 (*à paraître*).
- ITZAINA, Mixel. *Mixel Labeguerie, kantu berritzaile eta politika gizon*. Baiona, Donostia: Elkarlanean, 1999.
- JACOB, James E. *Hills of conflict. Basque nationalism in France*. Reno: University of Nevada Press, 1994.
- JIMÉNEZ DE ABERASTURI CORTA, Juan Carlos. "Los Vascos en la II Guerra Mundial: de la derrota a la esperanza". *Oihenart*, n° 14. 1997; pp. 57-84.
- LAHARIE, Claude. *Le camp de Gurs, 1939-1945 : un aspect méconnu de l'histoire du Béarn*. Pau : J & D Éditions, 1989.
- LALLEMENT Daniel, *Principes catholiques d'action civique*. Paris : Desclée de Brouwer, 1935.
- LARRONDE, Jean-Claude. *Le mouvement eskualerriste (1932-1937) : naissance du mouvement nationale basque en Iparralde*. Bilbao : Sabino Arana Fundazioa, 1994.
- _____. « La culture basque sous l'Occupation ». *Oihenart*, 14 zk. 1997; 221-229 or.
- LAVABRE, Marie-Claire. « Entre histoire et mémoire, à la recherche d'une méthode ». Dans : MARTIN, Jean-Claude (dir.). *La guerre civile entre histoire et mémoire*. Nantes : Ouest éditions, 1995 ; pp. 39-47.
- LOUGAROT, Gisèle. *Dans l'ombre des passeurs*. Bayonne, Donostia : Elkar : 2004.
- MAYEUR, Jean-Marie. « Catholicisme intransigeant, catholicisme social, démocratie chrétienne ». *Annales*, vol. 27, n° 2. 1972 ; pp. 483-499.
- MENOU, Jean. *Jean Ybarnégaray*, Mémoire de recherche. Pessac : IEP de Bordeaux, 1972.
- NOIRIEL, Gérard. *Les origines républicaines de Vichy*. Paris : Hachette Littérature, 1999.
- OTT, Sandra. *War, judgment, and memory in the Basque borderlands, 1914-1945*. Reno: University of Nevada Press, 2008.
- _____. "Good tongues, bad tongues: denunciation, rumour and revenge in the French Basque Country, 1943-1945". *History and Anthropology*, vol. 17, n°1. mars 2006; pp. 57-72.

_____. "Remembering and Resistance in popular theatre". In: Cappelletto, Francesca (ed.). *Memory and World War II: an ethnographic approach*. Oxford: Berg, 2005; pp. 65-68.

_____. *Le cercle des montagnes. Une communauté pastorale basque*. Paris : CTHS, 1993.

RANGER, Terence; HOBSBAWN, Eric (eds.). *The invention of tradition*. Cambridge: Cambridge University Press, 1992.

SARRIONAINDIA, Joseba. *Moroak gara behelaino artean ?* Iruñea: Pamiela, 2010.

WIEVORKA, Olivier. « La mémoire des résistants face à Vichy ». Dans : AZEMA, Jean-Pierre ; BEDARIDA, François (dir.). *Le régime de Vichy et les Français*. Paris : Fayard, 1992 ; pp. 68-74.

XARRITON ZABALTZAGARAI, Piarres. « Alemanak eta Baionako Eliza (1940-1944) ». *Oihenart*, 14 zk. 1997 ; 203-215 or.

ZULAIKA, Joseba. *Del Cromañon al Carnaval. Los Vascos como museo antropológico*. Donostia: Erein, 1996.